

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

---

**Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa**



# **MEDIA MONITORING**

**3 June 2015**

---

**DRC**

## **Gunmen Assault Airport in East Congo; at Least 6 Dead**

Source: Associated Press

**Kinshasa, 2 June 2015** - Officials say at least six people are dead following an attack on the largest airport in eastern Congo.

Government spokesman Lambert Mende says that heavily armed gunmen broke into the Goma airport early Tuesday.

Mende said two Congolese soldiers were killed during the attack, and four assailants also died. He said that calm had return to the area, and that it was believed the unknown attackers were looking for things to steal.

Eastern Congo has been mired in violence since the aftermath of the 1994 genocide in neighboring Rwanda.

Scores of militias and rebels regularly attack civilians in the area, including armed groups that are believed to have crossed into Congo from neighboring Rwanda and Uganda.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

## Six personnes tuées au Congo

Source: Associated Press

**Kinshasa, 2 juin 2015** - Au moins six personnes sont mortes dans la foulée d'une attaque lancée contre le plus important aéroport de l'est du Congo.

Un porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a dit que des hommes lourdement armés ont attaqué tôt mardi l'aéroport de Goma.

M. Mende a ajouté que deux soldats congolais ont été tués, en plus de quatre assaillants. Il affirme que le calme a maintenant été rétabli et que les malfaiteurs cherchaient apparemment des biens à voler.

L'est du Congo est plongé dans la violence depuis le génocide de 1994 au Rwanda voisin.

Des milices et des rebelles s'en prennent régulièrement aux civils de la région. Certains groupes armés se seraient infiltrés au Congo depuis le Rwanda et l'Ouganda.

## En RD-Congo, l'Église catholique espère arriver à un « consensus » sur le calendrier électoral

Source: La Croix avec l'AFP

**Au sortir d'un entretien lundi 1er juin entre les évêques et le président Joseph Kabila, le secrétaire général de la Conférence épiscopale du Congo (Cenco) a appelé à créer un « climat de confiance pour réussir le processus électoral ».**

**2 juin 2015** - Désireux de définir les contours d'un dialogue national pouvant permettre l'organisation d'élections apaisées, le président de la République démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila, 44 ans, fils de Laurent-Désiré Kabila assassiné en janvier 2001, a commencé, lundi 1er juin, une série de consultations. Et il a reçu, en premier, les représentants de l'épiscopat catholique.

### Des scrutins qui s'achèveront en novembre 2016

« Pour les évêques, il est impérieux, pour le moment, d'avoir un consensus sur le calendrier électoral (...) »

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

promulgué par la Céni », la Commission électorale nationale indépendante, a déclaré le P. Léonard Santedi, secrétaire général de la Conférence épiscopale du Congo (Cenco), à la sortie de cet entretien.

Le 12 février, la Céni avait publié le calendrier d'une succession de scrutins qui s'achèvera en novembre 2016 par la présidentielle et les législatives. Pour l'opposition, ce calendrier est trop serré, « irréaliste » et menace de prolonger illégalement le mandat du chef de l'État.

**La constitution interdit un troisième mandat**

De fait, le climat en RDC s'est fortement crispé ces derniers mois, l'opposition, ainsi qu'une partie de la majorité et de la société civile, s'opposant au maintien au pouvoir du président Kabila, à qui la constitution interdit de briguer un troisième mandat. Entre 27 et 42 personnes, selon les sources, ont été tuées en janvier dernier lors de manifestations dénonçant un projet de loi électorale qui aurait pu permettre à Joseph Kabila de rester au pouvoir au-delà du terme de son mandat.

Le 15 mars, des militants congolais, ainsi que trois activistes du Sénégal et un du Burkina Faso, avaient été arrêtés après une conférence sur la bonne gouvernance et la démocratie. Les accusant de préparer des « actes de violences », le gouvernement de Kinshasa a expulsé les étrangers mais maintient en détention deux Congolais.

**Que la population garde son sang-froid**

Ce même lundi 1er juin, le président Kabila a également reçu des représentants de l'Armée du salut, de l'Église protestante, des kimbanguistes et des musulmans. « C'est important que la population garde son sang-froid en attendant le résultat de ce qui se passe », a souligné le pasteur Pierre Marini Bodho, président de l'Église protestante de RDC.

Dans les jours à venir, le président Kabila doit rencontrer d'autres responsables des partis politiques, de la société civile et des diplomates.

**Au Congo-Brazzaville voisin également**

Le premier parti d'opposition, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), a refusé vendredi de participer à ces consultations orchestrées par le président, souhaitant que le chef de la Mission de l'ONU, Martin Kobler, s'en charge. Le deuxième parti d'opposition, le Mouvement de libération du Congo (MLC), a quant à lui rejeté l'idée du dialogue.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Ces consultations voulues par le président Kabila commencent deux semaines après une initiative similaire au Congo-Brazzaville voisin, où il est de plus en plus question d'une révision de la Constitution pour permettre au président Denis Sassou Nguesso de se représenter en 2016.

Elles surviennent aussi alors que le Burundi voisin est plongé dans une grave crise politique depuis l'annonce, fin avril, de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, et peu après l'annonce au Rwanda, autre pays voisin, d'une possible révision constitutionnelle qui autoriserait un nouveau mandat au président Paul Kagame.

## **RDC: les confessions religieuses se disent favorables pour le dialogue nationale**

Source: Xinhua

**2 Juin 2015** - Les confessions religieuses se sont déclarées favorables au dialogue nationale convoqué par le président de la République démocratique du Congo (RDC) Joseph Kabila afin de résoudre les différents problèmes qui plongent le pays dans une crise pré-électorale.

Ces responsables religieux et coutumiers ont exprimé cette position lundi à Kinshasa après avoir été reçus par le président Joseph Kabila au Palais de la Nation.

Pour le représentant de l'église Kimbanguiste, Simon Kimbangu Kiangani, "les acteurs politiques rd-congolais doivent respecter les lois du pays et prévenir des tensions électorales".

L'abbé Léonard Santendi, porte-parole de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO), a affirmé pour sa part que "l'église donne de ce qui est sa vision, de ce qui est de sa doctrine de ce qui est de l'importance à l'heure actuelle".

"Pour l'église, on le rappelle dans tout les documents, pour nous, le dialogue est une voie royale, une voie pacifique de sortie de crise. Mais il faut bien alors définir ses objectifs, penser à son contenu, c'est sur ce point qu'il doit y avoir un dialogue pour dire qu'est-ce que nous voulons, mais pour les évêques il est impérieux d'avoir un consensus autour du calendrier global électoral, mais aussi créer ce climat de confiance de paix pour un processus électoral réussi pour bâtir l'avenir de la République", a-t-il souligné.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Madeleine Ngwanga, représentante légale de l'église de l'Armée du Salut, estime que les RD-Congolais "doivent accepter de se mettre ensemble pour avoir ce dialogue et trouver des solutions aux problèmes que traverse notre pays".

Pour l'Imam Ali Mwinyi, représentant de la communauté islamique du Congo (COMICO), "il est temps que le peuple congolais puisse trouver une solution dans le dialogue qui se tiendra prochainement et que la communauté musulmane pourra donner son cahier de charges très prochainement".

Le représentant de l'église du Christ au Congo, Marini Bodho, a fustigé l'inconstance de certains hommes politiques rd-congolais qui, selon lui, "avaient accepté de dialoguer avec le président Kabila mais à quelques jours de ce dialogue, ils ont refusé de rencontrer le chef de l'Etat".

Les opposants, la majorité et les forces vives de la société civile vont se trouver pour discuter du processus électoral et de la mise en place des nouvelles provinces, alors que le pays n'a pas encore trouver le moyen financier pour organiser les élections globales estimées à plus d'un milliard de dollars américains.

## **RD Congo: la justice suisse abandonne les poursuites contre le raffineur Argor-Heraeus**

Source: Jeune Afrique

Par PAR JOËL TÉ-LÉSSIA

**2 Juin 2015** - La justice helvétique a clos les poursuites contre Argor-Heraeus, accusé d'avoir sciemment raffiné trois tonnes d'or pillé en RD Congo. Dans son arrêté, le Ministère public de la Confédération rejette l'idée que le raffineur suisse avait "décelé des indices de la provenance délictueuse de l'or".

Au terme d'une enquête de 16 mois, entamée en novembre 2013 suite à une "dénonciation pénale" de l'ONG helvétique Trial (Track Impunity Always), le Ministère public de la Confédération (MPC) helvétique a abandonné les poursuites contre Argor-Heraeus. Le géant suisse - l'un des plus importants raffineurs de ce métal précieux au monde - était soupçonné d'avoir sciemment raffiné trois tonnes d'or pillé, entre juillet 2004 et juin 2005, dans l'est de la RD Congo. Une charge qui l'exposait à une condamnation pour blanchiment et complicité de pillage.

Dans une décision rendue le 10 mars dernier, la justice helvétique a classé l'affaire, arguant que "rien ne permettait d'affirmer que l'entreprise connaissait l'origine criminelle

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

des trois tonnes d'or". Dans un communiqué publié ce mardi 2 juin, l'ONG genevoise - qui n'a eu accès à cet arrêt que plusieurs semaines après sa publication - regrette la décision du MPC.

Maillon indispensable Analysant l'arrêt, Trial et ses partenaires - Open Society Justice Initiative et Conflict Awareness Project - estiment que l'enquête de la justice suisse a bien démontré que l'or en question, fourni à Argor-Heraeus par la société Hussar, basée à Jersey (Grande-Bretagne), avait bel et bien été pillé dans la région de l'Ituri, à l'époque sous le contrôle du groupe rebelle congolais, le Front nationaliste intégrationniste (FNI), et que le raffinage de métaux précieux était "un maillon indispensable dans l'effort de guerre de l'Est de la RDC".

Dans son arrêt, le Ministère public de la Confédération a pourtant considéré qu'il ne ressort pas de ses enquêtes que les prévenus "nourrissaient des doutes ou avaient décelé des indices de la provenance délictueuse de l'or", regrettent les trois ONG dans leur communiqué. "Comment plusieurs tonnes d'or sale, en provenance de l'un des conflits les plus sanglants et médiatisés de notre époque peuvent-elles parvenir en Suisse et y être raffinées dans que cela n'ait de conséquences?", s'interrogent-elles.

Politique de l'autruche "Le raisonnement suivi par la justice helvétique dans cette affaire peut avoir des conséquences dommageables, explique au téléphone Philippe Grant, directeur de Trial. Il pourrait pousser les entreprises de raffinage à préférer méconnaître la portée d'indices suggérant l'illégalité des matières traitées. C'est un encouragement à la politique de l'autruche!"

Si Trial et ses partenaires comptent poursuivre d'autres affaires de blanchiment de ressources extraites illégalement de zones de conflit, elles ne peuvent faire recours de la décision du Ministère public suisse dans la procédure contre Argor-Heraeus. En effet, en droit suisse, les associations ne peuvent se porter partie plaignante dans ces procédures. La RD Congo, victime formelle de ce pillage, puisque qu'en dehors des concessions accordées, les ressources de son sous-sol lui appartiennent, ne s'est pas constituée partie civile dans cette procédure.

Pour sa part Argor-Heraeus a salué, dans un communiqué, la décision des autorités suisses dont "l'enquête [a] conclu de façon définitive que les accusations de blanchiment d'argent et de complicité de crimes de guerre pesant sur l'entreprise étaient dénuées de tout fondement".

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

## **Nord-Kivu: des FDLR pillent des biens de valeur et du bétail à Mukondo**

Source: Radio Okapi

**2 Juin 2015** - Des rebelles FDLR ont emporté, dans la nuit de dimanche 31 mai, plusieurs biens de valeur de la population et du bétail dans la localité de Mukondo, en territoire de Nyirangongo (Nord-Kivu). Des sources concordantes indiquent que ces assaillants n'ont pas causé de pertes en vies humaines. Un villageois, pris de force pour transporter le butin, n'est toujours pas retrouvé.

Selon les mêmes sources, ces rebelles rwandais ont fouillé des maisons avant de se retirer dans le parc des Virunga à la suite d'un échange de tirs avec les FARDC venues de leur position de Rusayo.

Paniqués, tous les habitants ont passé la nuit dans la brousse avant de regagner lundi dans la matinée leurs habitations.

La société civile de Nyirangongo plaide pour le renforcement de l'effectif militaire dans cette région, précisément dans les groupements Muja, Kibati et Rusayo pour empêcher ces incursions devenues récurrentes.

Cette structure explique par ailleurs que ces rebelles rwandais ont profité de l'absence des FARDC dans la contrée pour faire cette incursion.

En avril dernier, les habitants de Karangara et Rukorwe, en territoire de Nyirangongo avaient également fui leurs villages à la suite de l'incursion des rebelles FDLR.

Le président de la société civile de Nyirangongo avait alors plaidé pour une implication des autorités dans la sécurisation de la population civile de ce territoire.

## **Consultation des forces vives de la Nation: Joseph Kabila reçoit le cardinal Laurent Monsengwo**

Source: La Prospérité, via mediacongo.net

(<http://www.mediacongo.net/show.asp?doc=85229#.VW6r2M-qpHw>)

Par Peter Tshibangu

**Kinshasa, 3 juin 2015** - Ce matin, au Palais de la Nation, le président de la République reçoit le cardinal Laurent Monsegwo Pasinya, archevêque métropolitain de Kinshasa. La rencontre, au sommet, de ces deux hautes personnalités s'inscrit dans le cadre des prérogatives du chef de l'Etat d'écouter les forces vives sur les questions qui



**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

défrayent l'actualité politique en RDC. Toutes les questions, a-t-on appris des sources proches du Palais de la Nation, seront abordées.

Cette vision de rassembler les forces vives, autour d'une table pour dialoguer, marque un signal fort que le Raïs lance à la nation, pour permettre au pays de cheminer vers les élections apaisées. Le service protocolaire indique que l'agenda de Joseph Kabila est, aussi, chargé, aujourd'hui, comme c'était le cas hier, lundi 1er juin 2015.

Ainsi pour ce mardi, 2 juin 2015, sont également annoncés aux portillons de la Présidence de la République, aux environs de 11 heures, d'autres représentants des organisations confessionnelles. Il s'agit de Son éminence Théodore Mfumunzanza de l'église orthodoxe, Bishop Kankienza Mwana Mbo des églises de réveil, Mgr Simon Nzinga Maluki des églises indépendantes et, enfin, le grand chef Munongo Mwenda M'SIRI.

Enfin, le président de la République a entamé les Consultations au Palais de la Nation en vue de la tenue du dialogue national. Pour la seule journée d'hier, lundi 1er juin 2015, le président de la République, Joseph Kabila Kabange, a reçu cinq représentations des confessions religieuses venues présenter leurs points de vue sur la situation politique du pays. De leur entretien, apparait des contestations autour du calendrier global publié par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Tous ont salué l'initiative de Joseph Kabila de les avoir associés à cette impériale voie de dialogue. Tous ont souhaité que les élections se fassent dans la limite du respect de la Constitution. Tous sont pour la paix et les élections apaisées. Tous sont d'accord pour des solutions concertées.

Le premier à franchir les portails du Palais de la Nation est Mgr Marini Bodho, président de l'Eglise du Christ au Congo et sa délégation. Accompagné de Mgr Kuye Ndondo wa Mulemera. Face aux enjeux électoraux, l'ECC lui a fait part de sa position. Mgr Marini aurait dit au président que s'il y a des opérateurs politiques qui veulent s'exprimer, pour ajouter ou enlever des éléments sur le calendrier, c'est tout à fait correct et bon. Il n'a pas apprécié la position versatile de certains leaders politiques qui ne rassure pas. Il a appelé les chrétiens à la prière.

La délégation de l'ECC a été suivie par celle de l'Eglise Kimbanguiste, représentée par Son éminence Simon Kimbangu Kiangani. L'Eglise du Christ au Congo par le prophète Simon Kimbangu est respectueuse de l'Etat, a déclaré le chef spirituel de l'Eglise Kimbanguite. Ce dernier, a, en somme, demandé qu'il y ait la paix sur la terre de Simon Kimbangu.



**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

La Conférence épiscopale nationale du Congo, Cenco en sigle, conduite par Mgr Djomo a remercié le président de la République de l'avoir associé à cette consultation. Avant d'exprimer ses préoccupations au président Joseph Kabila.

Pour la Cenco, il faut qu'il y ait un consensus sur le calendrier de la Ceni. Les évêques ont rappelé que le dialogue doit se faire dans le respect absolu des règles et dans le délai de la Constitution.

La Cenco a évoqué la question de la sécurisation des opérations électorales et des candidats ainsi que la mobilisation de fonds.

Imam Ali Mwinyi de la Communauté islamique au Congo, Comico en sigle, a déclaré qu'il a proposé une solution concertée pour arriver à des élections apaisées. Ce matin, les consultations présidentielles se poursuivent avec d'autres forces vives. Le chemin de la paix et des élections apaisées est désormais balisé.

## **La France appelée à sévir contre l'exploitation illégale du bois en RDC**

Source: AFP/MCN, via mediacongo.net

**Kinshasa, 3 juin 2015** - L'ONG britannique Global Witness a appelé mercredi 3 juin la France à prendre des « mesures rigoureuses » contre les entreprises qui, sur son territoire, commercialisent du bois issu d'une exploitation illégale des forêts de la République démocratique du Congo.

« Global Witness demande instamment aux autorités en charge de l'application des lois en France de prendre des mesures rigoureuses à l'égard des entreprises qui contribuent à financer [les] atteintes » à l'environnement, note l'ONG dans un communiqué.

« En vertu du Règlement sur le bois de l'Union européenne (RBUE), les entreprises n'ont pas le droit d'importer du bois qui porte atteinte aux législations du pays producteur », souligne l'organisation à l'occasion de la publication d'un nouveau rapport sur la RDC.

Selon Global Witness, la France est le deuxième pays exportateur de bois en provenance de la RDC après la Chine.

L'ONG qualifie de « vraiment choquante » l'ampleur des « illégalités » commises au Congo.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Elle accuse notamment la Société industrielle et forestière du Congo (Siforco) et la Société de développement forestier (Sodefor), deux des plus grands groupes forestiers en RDC, d'exploiter les forêts « sans permis », de dépasser leurs quotas de coupe, de vendre des « essences officiellement protégées » et de sous-payer leurs redevances.

« Les négociants encaissent des millions de dollars grâce à une activité qui conduit à l'extinction d'une des dernières forêts tropicales de la planète. (...) Les autorités françaises devraient appliquer leurs législations et mettre un frein à cet afflux de bois illégal », insiste Global Witness.

Selon le rapport de cette ONG de lutte contre le pillage des ressources naturelles dans les pays en développement, les grandes entreprises forestières actives en RDC ont enfreint la législation dans la moitié au moins des 57 concessions du pays entre 2011 et 2014.

Fin mai, l'ONG Greenpeace avait appelé au boycott du bois coupé illégalement par l'entreprise congolaise Cotrefor (Compagnie de Transport et d'Exploitation Forestière), l'accusant de nuire à l'environnement. Kinshasa avait dénoncé des propos « diffamatoires », caractérisés par des « confusions » et « amalgames ».

Grande comme cinq fois la France, la RDC abrite plus de 60% des forêts denses du Bassin du Congo, deuxième massif forestier tropical de la planète après celui de l'Amazonie, selon la Commission des forêts d'Afrique Centrale (Comifac).

En 2014, un rapport du cercle de réflexion britannique Chatham House estimait que près de 90% de l'exploitation forestière du pays était illégale.

Chatham House notait néanmoins les efforts du gouvernement congolais pour mieux contrôler l'exploitation dite « industrielle », destinée principalement à l'exportation outre-mer, tout en notant que « la majorité de la récolte [de bois] en RDC » était « issue d'une exploitation artisanale illégale » destinée au marché intérieur ou régional.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

## BURUNDI

### Burundi: Electoral body considering new election schedule

Source: Associated Press

By: Gerard Nzohabona

**Bujumbura, 2 June 2015** - Burundi's electoral commission is considering alternative dates for national elections amid growing calls for the polls to be postponed because of political unrest, an official said Tuesday as anti-government protests returned to parts of the capital.

A new electoral schedule is likely to be sent to President Pierre Nkurunziza before the end of the week, Prosper Ntahorwamiye, a spokesman for the electoral commission, told The Associated Press. He gave no details.

Parliamentary elections are currently scheduled for Friday, while the increasingly fraught presidential poll is set for June 26.

Burundi's capital, Bujumbura, has been wracked by weeks of street protests after the ruling party nominated Nkurunziza for a third term — a decision seen by many as unconstitutional.

An emergency meeting by regional leaders last weekend called on elections to be delayed by at least six weeks. But the government has rejected any postponement, saying any political vacuum in the country could lead to even more political violence.

Citing insecurity, Catholic Church leaders here announced last week they had withdrawn support for the elections as scheduled. The European Union also has also suspended its election observer mission in Burundi over concerns about restrictions on the independent media, excessive use of force against demonstrators and intimidation of opposition parties and civic groups.

The U.N. special envoy to Burundi, Said Djinnit, is in the capital consulting with various parties "with a view to resuming dialogue" among them, the U.N. secretary-general's spokesman, Stephane Dujarric, told reporters Tuesday.

"We remain concerned about the possible escalation of violence," Dujarric said.

Burundi, a country of 10 million people which exports mostly coffee and depends heavily on foreign aid, experienced an ethnic-based civil war from 1993 to 2003 which killed at least 250,000 people.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The protests in Bujumbura, which have left 20 dead and hundreds injured, came to a head on May 13 when an army general announced a coup against the president which was defeated in 48 hours.

Protesters say Nkurunziza's bid for a third term is illegal because the constitution only allows for two five-year terms, and some protesters are vowing to stay on the streets until Nkurunziza says he will not run for re-election. Nkurunziza came to power in 2005 and won a second term in 2010. He maintains he is eligible for a third term because parliament elected him for the first term.

## **US: Third Term for Burundi President is Unconstitutional**

Source: VOA

**2 June 2015** - The U.S. Embassy in Burundi says it continues to urge President Pierre Nkurunziza to abandon his attempt to run for a third term in office, a decision that has sparked violent protests since the president's announcement in April.

The U.S. embassy in Bujumbura says Nkurunziza's plans violate the agreement that ended years of violence in Burundi, and could endanger the country's "hard-earned stability after a tragic civil war."

The embassy statement said the conditions for free, fair, transparent and credible elections do not exist in Burundi at present, due to the closure of political space, the shutting down of independent media, the government's violent response to political protests, and continuing reports of violence and intimidation by an armed youth militia.

East African leaders, who met Sunday to discuss the crisis, have called on President Nkurunziza to postpone the June 26 presidential election for at least six weeks. The president said through a spokesman Monday that he will consider the request. But deputy presidential spokesman Gervais Abayeho told VOA that any delay should not push the vote back too far.

The president says he has the right to run for a third term in office because he was appointed to his first term, rather than elected. But his critics say a third term would be unconstitutional.

Meanwhile the United Nations says it is giving \$15 million in aid to Rwanda and Tanzania to help them cope with the influx of refugees from Burundi. The U.N. says more than 70,000 refugees, an estimated 60 percent of them children, have fled the Burundian capital Bujumbura since violent protests began in April.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The U.N. says children from Burundi have been arriving in Rwanda and Tanzania sick and malnourished. It says a cholera outbreak has affected some 4,000 people in port cities on Lake Tanganyika, and the illness has killed 30 refugees in a refugee camp.

## **Burundi protesters on streets after African leaders seek poll delay**

Source: Reuters

By Drazen Jorgic, Editing by Edmund Blair and Angus MacSwan

**Bujumbura, 2 June 2015** - Police fired on protesters who took to the streets of Burundi's capital on Tuesday in renewed protests against President Pierre Nkurunziza's decision to run for a third term in office, witnesses said.

Protesters said they were angry that a weekend summit of African leaders had not urged Nkurunziza to halt his bid but only urged a delay in elections.

Witnesses in Cibitoke and Musaga, two volatile districts of Bujumbura, said the police shot at protesters in the morning. One demonstrator in Musaga was wounded in the clashes and four others arrested, witnesses said.

Police have routinely denied shooting any protesters, who have often burned tyres and hurled rocks at security forces during several weeks of unrest.

Opponents of the president say he is violating the constitution by running, while supporters say a constitutional court ruling allows him to enter the race again. The crisis is the worst since the end of an ethnically fuelled civil war in 2005.

Presidential spokesman Gervais Abayeho said on Monday the government was receptive to the idea of shifting the poll, as requested by regional leaders meeting in Dar es Salaam on Sunday.

"The Dar es Salaam summit was a failure because the issue that forced people on the streets is the third term of Nkurunziza," said Claver, a protester in Musaga who declined to give his full name for fear of government reprisals.

Diplomats have said the longer unrest continues the more chance old ethnic wounds are reopened. The civil war pitted the army, which was then led by the Tutsi minority, against majority Hutu rebel groups, including one led by Nkurunziza. The violence has rattled a region with a history of ethnic conflict.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The government has called the protests, which erupted on April 26, an insurrection and detained scores of people.

Civil society activists say at least 30 people have been killed in the unrest.

Parliamentary and local council elections have already been delayed by more than a week to June 5, although experts say it will be difficult to meet that deadline now. A presidential poll is set for June 26 and a senate vote for July 17.

The East African Community - comprising Rwanda, Kenya, Tanzania, Uganda and Burundi - joined by South Africa's President Jacob Zuma called for a delay of "at least" month and a half for "the elections", without giving specifics.

The opposition has called for a delayed and says it will boycott the June 5 poll. Some opposition politicians say the votes should still be held before the president's current term runs out on Aug. 26.

The European Union and Burundi's influential Roman Catholic Church last week pulled out from observing elections, saying the vote cannot be fair because of unrest and a crackdown on media.

## Protests flare in Burundi as US weighs in against vote

Source: AFP World News

**Bujumbura, 2 June 2015** - Protesters in Burundi clashed again with police Tuesday just three days ahead of parliamentary elections after a month of demonstrations against President Pierre Nkurunziza's bid for a controversial third term.

Police fired live rounds and tear gas to break up groups of demonstrators trying to gather in the three hotspot neighbourhoods of Cibitoke, Musaga and Nyakabiga in the capital Bujumbura.

As protesters took to the streets for the 38th day, the US weighed in to call on Nkurunziza to delay the presidential poll, warning that it "seriously undermines Burundi's stability".

"The conditions for free, fair, transparent and credible elections do not currently exist," a statement released by the US embassy in Bujumbura said.

Although the government said it would push ahead with the polls, opposition groups insisted the momentum was with them.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"Five months ago, no one could have imagined a movement of this magnitude in Burundi," said protest leader Pacifique Nininahazwe.

"The main objective of non-violent resistance is to wear out the authorities, to make them understand that this situation is unsustainable if they don't listen," he added, calling for "even more acts of civil disobedience."

"We cannot stop now. If we keep going, Nkurunziza will be in pieces in a month and a half from now."

Nkurunziza hopes to win a third term in elections due on June 26, but opponents say his candidacy is unconstitutional and goes against the 2006 Arusha peace deal that ended 13 years of civil war.

After meeting for a Burundi crisis summit at the weekend, regional heads of state added their voices to those calling for a delay, suggesting that the poll be postponed until mid-July.

Burundi's electoral commission is considering whether to hold the vote on schedule.

More than 30 people have died in the protests that began when Nkurunziza announced in late April that he would stand for re-election after Burundi's constitutional court gave him the green light.

**- Plea to president -**

Nkurunziza survived a coup attempt last month and has since ignored international pressure, including aid cuts, aimed at forcing him to withdraw, or at least delay the vote.

Nkurunziza, a former rebel leader from the Hutu majority and a born-again Christian, insists he has every right to stand again because he was elected to his first term by parliament, not directly by the people.

But the president faced more international criticism on Tuesday, with a statement from the US embassy in Bujumbura urging him "to reconsider his bid to retain power at the expense of the Arusha Agreement and Burundi's hard-earned stability after a tragic civil war."

The US added its voice to those calling for elections to be postponed.

"The conditions for free, fair, transparent and credible elections do not currently exist due to the closure of political space, the shutting down of independent media, the government's violent response to political protests, and continuing reports of violence and intimidation by an armed youth militia of the ruling party," the statement said.



**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Plans by the government to push ahead with the polls have been hit by a string of setbacks, with the influential Catholic Church withdrawing its support and key international donors also suspending crucial aid.

Last week, the election commission's vice president fled the country.

On Monday, a second member of the five-person electoral board was said by relatives to have gone into hiding, following threats from the Burundian intelligence service.

The election panel has now been left with just three sitting members, effectively stripping it of its ability to take decisions, which normally require the agreement of four members.

## **U.S. urges African states to deliver message to Burundi on vote**

Source: Reuters

By Lesley Wroughton; Editing by Alan Crosby

**Washington, 2 June 2015** - The United States urged east African states to send high-level representatives to Burundi to reiterate their opposition to President Pierre Nkurunziza seeking a third term and to press for free and fair elections.

State Department spokesman John Kirby said the United States opposed Nkurunziza's decision to run for another term, which was in breach of the Arusha agreement that brought an end to the country's civil war in 2005.

"The United States ... encourages high-level visits from Burundi's neighbors to Burundi to reiterate the importance of upholding the Arusha Agreement and ensuring the conditions necessary for free, fair, and credible elections," Kirby said in a statement.

Nkurunziza's decision has triggered the worst crisis in the small African country since 2005 and raised concerns it could reignite ethnic violence. His opponents say he is violating the constitution, while supporters say a constitutional court ruling allows him to run.

More than 11,000 Burundians - about one percent of the country's population - have already fled across the border for fear violence will spread outside the capital.

Kirby said Washington supported the outcome of a summit of African leaders in Tanzania on Sunday which called for a delay of at least a month and a half in the poll.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The summit of the East African Community included Rwanda, Kenya, Tanzania, Uganda and Burundi, and was joined by South Africa's President Jacob Zuma.

## **L'ONU débloque 15 millions de dollars pour aider les réfugiés burundais en Tanzanie et au Rwanda**

Source: Agence de presse Xinhua

Par: LIANG Chen

**2 Juin 2015** - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, a débloqué lundi 15 millions de dollars en provenance du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) afin de financer l'aide humanitaire destinée aux milliers de réfugiés burundais au Rwanda et en Tanzanie, selon un communiqué de presse de l'ONU.

Plus de 70.000 personnes, dont de nombreux enfants, ont fui le Burundi en direction des pays voisins depuis que les violences politiques et troubles civils ont éclaté dans la capitale Bujumbura en avril dernier, indique le communiqué, ajoutant qu'environ 46.000 Burundais ont trouvé refuge en Tanzanie et 26.000 au Rwanda.

"Cette allocation rapide du CERF sera utilisée pour soutenir les réfugiés et les communautés qui les accueillent avec des abris, de la nourriture, des soins de santé et des services de protection d'urgence. Je souhaite aussi que ce geste encourage d'autres acteurs à intensifier leur soutien", a indiqué M. O'Brien, cité par le communiqué de presse.

Les agences humanitaires présentes en Tanzanie ont averti que les conditions de vie des réfugiés sont désastreuses, ce qui crée de graves problèmes de santé, a spécifié M. O'Brien, ajoutant que le choléra a déjà causé la mort de 30 personnes parmi les communautés de réfugiés et d'accueil tanzaniennes.

"Au Rwanda, les partenaires humanitaires sont préoccupés par les niveaux élevés de malnutrition et de protection de l'enfance, étant donné que près de 60% des réfugiés nouvellement arrivés sont des enfants", a-t-il expliqué.

Pour intensifier les opérations humanitaires dans les deux pays, environ 7,5 millions de dollars seront affectés à des organismes de secours en Tanzanie et près de 8 millions de dollars iront soutenir les opérations de secours au Rwanda, a souligné le Secrétaire général adjoint.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

En Tanzanie, les fonds du CERF aideront les nouveaux réfugiés lors du trajet de la frontière aux centres d'accueil et au camp de réfugiés de Nyarugusu ; et au Rwanda, les fonds serviront à soutenir les besoins immédiats des réfugiés dans deux centres d'accueil et dans le camp de réfugiés de Mahama.

Les fonds du CERF permettront par ailleurs de démarrer le Plan d'intervention régional pour les réfugiés, qui devrait apporter une assistance aux réfugiés burundais dans les pays voisins, selon le communiqué de presse.

## Le Burundi accepte le report des élections, mais pas plus

Source: La NouvelleRépublique.fr (<http://www.lanouvellerepublique.fr/France-Monde/Actualite/24-Heures/n/Contenus/Articles/2015/06/01/Le-Burundi-accepte-le-report-des-elections-mais-pas-plus-2348218>)

### Le gouvernement a suivi la recommandation des États voisins pour le report de l'élection présidentielle. Mais écarte la question du troisième mandat.

**1er juin 2015** - Le gouvernement burundais s'est dit « satisfait » dimanche soir de l'issue du sommet des pays d'Afrique de l'Est qui ont demandé un report des élections et clos, selon lui, le débat sur un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza.

« Le gouvernement du Burundi a accueilli positivement la proposition des chefs de l'État » sur un report des élections qui devaient débiter vendredi, a déclaré son porte-parole, Philippe Nzobonariba. Estimant que les chefs d'État est-africains n'avaient « pas discuté » de la question du troisième mandat « car elle relève de la souveraineté de chaque État », il a jugé « cette question vidée ».

“Pays au bord du gouffre” C'est en Tanzanie, dans l'après-midi, que s'était ouvert le sommet des chefs d'État d'Afrique de l'Est sur la crise au Burundi. Mais à Dar es Salam, le président burundais Pierre Nkurunziza, pourtant le premier concerné, n'avait pas fait le déplacement...

« Profondément inquiets de l'impasse » actuelle au Burundi, les pays d'Afrique de l'Est avaient demandé un report des élections d'au moins un mois et demi, tout en s'abstenant effectivement de se prononcer sur la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat. Mais exigé par ailleurs de « toutes les parties burundaises qu'elles mettent fin aux violences ». Y compris le gouvernement, qui mène une sévère répression contre les manifestants de l'opposition.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Ils ont appelé également « au désarmement urgent de tous les mouvements de jeunesse armés » et « encouragé le gouvernement à créer toutes les conditions nécessaires pour le retour des réfugiés dans leur pays ».

Outre Pierre Nkurunziza, l'autre grand absent de ce sommet était le président rwandais Paul Kagame, pourtant incontournable dans la région, et qui ne cache plus désormais son mécontentement croissant envers son ancien allié Nkurunziza. Le camp présidentiel avait clairement prévenu que le troisième mandat était une « ligne rouge » non négociable. Selon un diplomate ayant participé aux discussions dimanche, ce scénario a été écarté car « risquant de faire implorer le pays ».

Sitôt l'annonce connue, les opposants à un troisième mandat de Pierre Nkurunziza ont appelé à de nouvelles manifestations.

« Spirale de la violence », « pays au bord du gouffre », « atmosphère de peur et d'intimidation généralisée », « radicalisation » : tous les observateurs mettent en garde contre une catastrophe annoncée. En un mois, les violences ont fait plus d'une trentaine de morts, souvent victimes des tirs de la police.

## CONGO (REPUBLIC)

### Republic of Congo's former PM opposes constitutional amendment

Source: Xinhua

**Brazaville, 2 June 2015** - Republic of Congo's former prime minister Ange Edouard Pongui on Monday expressed opposition to a proposed amendment of the constitution, which might open the door to a presidential third term.

"We have told the president that the 2002 Constitution should not be changed," Pongui told media in Brazzaville, urging dialogues over the issue, after a meeting with President Denis Sassou N'Guesso.

Pongui, 73, served as prime minister between 1984 to 1989 during the single party rule of Sassou N'Guesso. He is now a senator and a member of the main opposition party -- PanAfrican Union for Social Democracy.

Since May 20, N'Guesso has been meeting with representatives of political parties, civil society groups and religious leaders to discuss "the state of the nation", in a push for the constitutional amendment.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The country's 2002 Constitution sets a two-term limit to the president, signifying that N'Guesso should leave office after his second term ends in 2016.

## **Congo-Brazzaville: un opposant rencontre le président contre l'avis de son parti**

Source: RFI

**L'UPADS, première formation de l'opposition congolaise avait promis de sanctionner sévèrement tous ses cadres et dirigeants qui oseraient participer aux consultations présidentielles qui se déroulent depuis le 20 mai dernier. Le sénateur Ange Edouard Pougui s'y est tout de même rendu lundi au nom du dialogue. Il pense que son acte sera vu et réglé au sein du parti qui, comme lui, refuse le changement de la Constitution.**

**2 Juin 2015** - Lundi, en fin de journée, Ange Edouard Pougui s'est présenté au palais présidentiel avec un léger retard par rapport au programme établi. Au sortir d'un entretien d'environ une demi-heure avec le chef de l'Etat, il s'est prêté aux questions de la presse malgré lui et a donné clairement sa position au sujet de la Constitution

: « Naturellement, je suis contre le changement de Constitution ». Ange Edouard Pougui est venu prendre part aux consultations, malgré l'interdiction formelle formulée par l'UPADS, son parti : « Je suis venu malgré cela et je pense qu'il faut dialoguer. On ne peut pas rejeter le dialogue. Je pense que ce n'est pas en se jetant des pierres que nous pouvons arranger les choses ».

La direction de l'UPADS n'a pas souhaité commenter l'acte posé par son sénateur qui fut Premier ministre entre 1984 et 1989, sous le règne du parti unique.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

## SOUTH SUDAN

### Report: Sudan airdropping weapons and ammunition to South Sudan rebels over the last year

Source: Associated Press

**Juba, 2 June 2015** - Sudan has been supplying South Sudanese rebels with weapons and ammunition, a London-based research organization said Tuesday in a new report that appears to back South Sudan's persistent allegations of northern interference.

The report by Conflict Armament Research, which investigates weapons trafficking, said 70 percent of the ammunition it examined was recently manufactured in Sudan. It added that most of this ammunition had sustained heavy impact damage consistent with witness accounts of aircraft dropping materials to the rebels between September and October last year.

Some of the ammunition had been made in China, it added.

"These weapons had a number of features identical to those we documented on other weapons that Sudan supplied to other previous groups fighting the Juba government before the current fighting broke out in 2013," Claudio Gramizzi, who led the investigation, told The Associated Press. "I think we can surely confirm the fact that this equipment was airdropped. This comes not only from the reports of (South Sudanese) forces who worked with us but also from the fact that most of the equipment was deformed or bent due to the impact of the landing."

Sudan has been repeatedly accused by its southern neighbor of supporting rebels, charges it routinely denies, maintaining instead that it is South Sudan who is harboring rebels opposed to the government in Khartoum.

A spokesman for rebels in South Sudan, Dickson Gatluak, denied the allegations, saying they were seizing military supplies from government troops defeated in the battlefield.

South Sudan broke away from Sudan in 2011 after decades of conflict, and relations remain tense with outstanding issues on borders and sharing oil revenues.

South Sudan's current conflict started in December 2013 when the government of President Salva Kiir accused his former deputy, Riek Machar, of leading what he called a failed coup bid. A fight among government soldiers in the capital, Juba, soon spread

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

across the country, often along ethnic lines, with some senior military officers joining the rebels.

Peace talks between Kiir and Machar have repeatedly collapsed, with both sides trading accusations for multiple truce violations.

## South Sudan says won't reverse move to expel U.N. official

Source: Reuters

**Juba, 2 June 2015** - South Sudan rejected on Tuesday a United Nations appeal to halt the planned expulsion of the world body's top humanitarian aid official in the country, saying he had regularly spoken out against the government.

U.N. Secretary-General Ban Ki-moon on Monday condemned the move to expel Toby Lanzer, deputy head of the U.N. Mission in South Sudan, and said the British-born envoy had been "instrumental in addressing the increasing humanitarian needs of conflict-affected communities" in South Sudan.

Presidential spokesman Ateny Wek Ateny told Reuters: "It is impossible to reverse ... (the) idea of expelling Toby Lanzer." The cabinet came to the decision after Lanzer made comments that were "completely against the government".

He gave no details. Lanzer has been active on Twitter, where he often posts messages about the dire situation in a country that has been mired in conflict since late 2013.

Lanzer had been due to leave shortly and his successor, Eugene Owusu of Ghana, has already been nominated.

More than 2 million people have fled their homes, with 555,000 departing for neighbouring states. About a third of the nation's 11 million people rely on food and other aid.

Fighting has pitted soldiers backing President Salva Kiir, the country's leader since independence from Sudan in 2011, against those loyal to his former deputy Riek Machar, who was sacked from his post in mid-2013.

The conflict, which has flared up since the end of the rainy season in recent months, tends to follow ethnic lines that divided southern tribes even before independence. Kiir is an ethnic Dinka and Machar is from the Nuer group.



**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Peace talks in Ethiopia, sponsored by African states and backed the United States and other countries, have stalled over how to share power between the rival camps. Mediators have been trying to restart negotiations.

Kiir held discussions on Tuesday in Juba with visiting African mediators, including South African Vice-President Cyril Ramaphosa, as part of efforts to reunify the fractured ranks of Kiir's ruling SPLM party, Ateny said.

Kiir also met a group of South Sudanese political opponents who were detained early in the crisis before being allowed to leave for Kenya. Of the 10 originally detained, five returned on Monday as an advanced party.

“We have come back for dialogue with our colleagues in SPLM and for dialogue also with our colleagues in the government of South Sudan,” former minister Deng Alor said on arrival in Juba.

Ateny said the remaining five would come back on June 25.

## **De nouveaux médiateurs à Juba pour la réconciliation au Soudan du Sud**

Source: Agence Afrique (<http://agenceafrique.com/4674-de-nouveaux-mediateurs-a-juba-pour-la-reconciliation-au-soudan-du-sud.html>)

**Des chefs d'Etat des pays de l'Afrique de l'Est ont engagé une nouvelle initiative interne de réconciliation au Soudan du Sud, où les précédentes médiations diplomatiques ont échoué à faire taire les canons et rétablir la paix dans le pays.**

**2 Juin 2015** - Sous leur impulsion, un groupe d'anciens dirigeants du parti au pouvoir, le Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM), est rentré à Juba ce lundi 1er juin, accompagné par Cyril Ramaphosa, le vice-président sud-africain qui jouera le rôle d'envoyé spécial pour la paix. Ramaphosa est l'une des figures de la reconstruction post-apartheid en Afrique du Sud.

La mission de ce groupe, composé de 11 anciens prisonniers exilés à l'étranger, est d'assurer la médiation entre le président Salva Kiir et son ancien vice-président Riek Machar, dans l'objectif de les réconcilier et de mettre fin à leurs rivalités armées pour le pouvoir.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

La guerre civile au Soudan du Sud, provoquée par ces deux leaders et leurs partisans, a déjà duré 18 mois et a fait environ 50.000 victimes et plus de deux millions de personnes déplacées.

Plusieurs accords de cessez-le-feu ont été conclus sous l'égide de l'organisation intergouvernementale est-africaine IGAD, mais ils n'ont jamais été respectés, malgré les menaces de sanctions internationales.

Salva Kiir et Riek Machar continueront-ils à afficher leur indifférence face aux initiatives de réconciliations lancées pour faire revenir la paix dans le pays ? Des diplomates de l'Afrique de l'Est espèrent, en tout cas, de meilleurs résultats avec le retour au pays d'anciens dirigeants sud-soudanais.

«Aujourd'hui est un grand jour pour le Soudan du Sud (...) c'est une nouvelle étape dans le processus de paix», a déclaré Cyril Ramaphosa à l'aéroport de Juba, où il a accompagné les anciens responsables sud-soudanais.

Dans la foulée, le président kenyan, Uhuru Kenyatta a encouragé des hauts dirigeants politiques du Soudan du Sud à ne pas décevoir leur propre population.

Ces anciens détenus politiques étaient soupçonnés d'avoir des liens avec la rébellion qui avait éclaté peu après l'accession du Soudan du Sud à l'indépendance.

## South Sudan Says UN Envoy Expelled for Criticizing Government

Source: Bloomberg

**2 June 2015** - South Sudan expelled a United Nations aid envoy for predicting the country's collapse and criticizing its leaders, presidential spokesman Ateny Wek Ateny said.

Toby Lanzer, who'd organized relief during almost 18 months of civil war, isn't welcome in the country after making remarks that included saying South Sudan's leadership had failed, Ateny told reporters in the capital, Juba. Ateny described as "irresponsible" a statement that "does not give hope" to the country's people.

"The work of the UN is to support the people of South Sudan and the government, and not to criticize," Ateny said.

Tens of thousands of people have died and more than 2 million others have been displaced by fighting that erupted in December 2013. Peace talks to end the violence have faltered.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

UN Secretary-General Ban Ki-moon on Monday called on South Sudan's government to reverse its decision.

## SUDAN

### Sudan's Bashir says wants dialogue with West as new term starts

Source: Reuters

**2 June 2015** - Sudan is open to dialogue with Western nations, President Omar Hassan al-Bashir said on Tuesday in an unusually conciliatory message from a leader wanted on genocide charges and whose country suffers under economic sanctions.

Speaking at the start of a new presidential term that extends his quarter century in power, Bashir, 71, also appealed for national unity as he grapples with rebellions and dwindling oil revenues following South Sudan's 2011 secession.

Sudan has long labored under a raft of U.N. and bilateral sanctions, including from the United States. Bashir also faces charges at the International Criminal Court that he masterminded genocide and other atrocities in his campaign to crush a revolt in the Darfur region. He has denied all the charges.

"Sudan will seek, God willing, and with an open heart, to continue dialogue with Western countries in order for relations to return to normal," Bashir told parliament after a swearing-in ceremony attended by regional African and Arab leaders.

"I will be, God willing, a president for all. There is no difference between those who voted for us and those who didn't, between those who participated and those who boycotted (the election)," said Bashir, who first took power in a 1989 coup.

"This is a right guaranteed to all," he told the lawmakers and foreign dignitaries including Zimbabwean President Robert Mugabe and Egyptian President Abdel Fattah al-Sisi.

Political analysts responded skeptically to Bashir's call for talks with the West.

"(He will have to) give up his old vision that brought him Western enmity because Western countries have firm positions on issues on which there is disagreement (with Sudan)," said Ahmed Hassan al-Jak, a professor at Khartoum University.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Such issues include respect for human rights and bringing the Darfur war and other armed conflicts to an end, he added.

Bashir won 94 percent of the vote in a national election in April, the first since Sudan saw its south secede in 2011, but it was boycotted by most of the opposition. His ruling National Congress Party won 323 of 426 parliamentary seats.

In his first decree since being sworn in, Bashir dissolved his cabinet and, in a rare step, also relieved the first vice president, the vice president and presidential advisers of their duties, the state Sudan News Agency said. He was expected to name a new government soon.

**ISOLATION**

Opposition figures have said the continued rule of Bashir has exacerbated Sudan's isolation from global financial and political institutions.

U.S. companies are banned from doing business with Sudan, although China and other investors have been quick to make up the shortfall.

Bashir, who has kept a strong power base in the army and remains popular among many segments of the population, urged opposition parties in his speech on Tuesday to join a "national dialogue" he said would begin in the coming days.

He also renewed a general amnesty for armed groups who "truly desire to return and participate in dialogue".

Sudan has faced a rebellion in its Darfur region since 2003 and a separate but linked insurgency in Blue Nile and South Kordofan since the secession of South Sudan in 2011.

Speaking to thousands of cheering Sudanese from a stage in central Khartoum's Green Square, Bashir reiterated that Sudan was starting "a new phase" and promised economic prosperity.

"We promise you that we'll work together to draw Sudan's economy out of its plight," he said.

Bashir's Western critics complain of a crackdown on media, civil society and political opposition groups.

The United States has said the outcome of the April election does not amount to "a credible expression of the will" of the Sudanese given restrictions on political rights and freedoms. The European Union also criticized the conduct of the election.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

## **Sudan's Bashir sworn in for new presidential term**

Source: Reuters

**Kinshasa, 2 June 2015** - Sudan's Omar Hassan al-Bashir was sworn in for a new presidential term on Tuesday, extending his quarter-century rule.

Bashir took the oath at a parliamentary session in the capital Khartoum attended by regional African and Arab leaders.

Bashir won 94 percent of the vote in a national election in April, which was the first since Sudan saw its south secede in 2011 but was boycotted by many opposition figures.

## **Le président Béchir promet d'ouvrir une nouvelle page pour le Soudan**

Source: Romandie.com (<http://www.romandie.com/news/Le-president-Bechir-promet-douvrir-une-nouvelle-page-pour-le-Soudan/599005.rom>)

**Omdourman (Soudan), 2 Juin 2015** - Le président soudanais Omar el-Béchir a promis une nouvelle page pour son pays se disant notamment ouvert au dialogue avec l'Occident, lors de sa prestation de serment mardi pour un nouveau mandat de cinq ans.

Au pouvoir depuis plus de 25 ans, M. Béchir, réclamé par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre, a remporté il y a un mois et demi des élections marquées par une faible participation et un boycott de l'opposition.

Notre programme pour les cinq prochaines années sera tourné vers le futur, et nous ouvrirons une nouvelle page, a déclaré M. Béchir, après s'être engagé sur le Coran. Ses homologues d'Egypte Abdel Fattah al-Sissi, du Zimbabwe Robert Mugabe et du Kenya Uhuru Kenyatta, ont assisté à la cérémonie, selon un correspondant de l'AFP.

Vêtu d'un étincelant costume blanc traditionnel et d'un turban, M. Béchir s'est engagé à parvenir à une paix totale, devant le Parlement dans la ville jumelle de Khartoum, Omdurman, devant des parlementaires, des chefs militaires et des dirigeants étrangers.

Je réitère ma proposition de gracier totalement ceux qui ont pris les armes et qui veulent sincèrement retourner à la table des négociations, a-t-il ajouté.

Des mouvements rebelles affrontent l'armée soudanaise dans la région du Darfour, dans l'ouest du Soudan, ainsi que dans le Kordofan-Sud et le Nil Bleu. Groupes rebelles

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

et d'opposition avaient été invités à un dialogue national l'an dernier, mais aucune rencontre n'a été organisée jusqu'à présent.

De tout coeur, le Soudan cherchera à poursuivre le dialogue avec les pays occidentaux pour normaliser les relations avec ces pays, a encore déclaré le président soudanais.

Son pays est visé depuis 1997 par des sanctions économiques en raison de ses liens avec al-Qaïda dans les années 1990 et de violations des droits de l'Homme.

Agé de 71 ans, M. Béchir est au pouvoir depuis un coup d'Etat en 1989. Il a remporté le scrutin en avril avec 94% des suffrages.

Le président soudanais est visé depuis 2009 et 2010 par deux mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre et contre l'humanité et génocide au Darfour, en proie aux violences depuis 2003. Plus de 300.000 personnes sont mortes dans ce conflit selon l'ONU.

## **Le Soudan aurait fourni des armes aux rebelles**

Source: Le Figaro.fr (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/06/02/97001-20150602FILWWW00129-le-soudan-aurait-fourni-des-armes-aux-rebelles-sud-soudanais.php>)

**2 Juin 2015** - Le Soudan a probablement fourni des armes par largage aérien aux rebelles combattant le gouvernement du Soudan du Sud, bien que Khartoum nie toute implication dans le conflit, révèle aujourd'hui un rapport d'une ONG basée à Londres. L'étude de Conflict Armament Research a recueilli des données sur une cache d'armes de la rébellion saisie par l'armée gouvernementale sud-soudanaise en novembre dans l'Etat de Jonglei, dans l'est du pays.

"La composition de l'équipement militaire et le fait que du matériel ait été largué aux forces rebelles sud-soudanaises en 2012, avant le début du conflit actuel, montre que le Soudan a directement fourni des armes aux forces du SPLM-iO" (Sudan People's Liberation Movement-in-Opposition), conclut l'étude.

D'autres munitions examinées par l'équipe provenaient de Chine.

Le Soudan du Sud s'est séparé de son voisin du nord en 2011, à la suite d'un traité de paix qui a mis fin à 22 ans de guerre civile, mais les relations entre les deux pays restent depuis tendues.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Khartoum nie toute implication dans la guerre civile qui oppose le président Salva Kiir à son rival et ancien vice-président Riek Machar depuis décembre 2013.

Les combats au Soudan du Sud, qui ont fait des dizaines de milliers de morts, ont empiré ces dernières semaines, et plus de la moitié des 12 millions de Sud-Soudanais ont besoin d'une assistance humanitaire, dont 2,5 millions sont menacés de famine, selon les Nations unies. Les pays d'Afrique de l'Est ont lancé hier une nouvelle initiative pour tenter de ramener la paix au Soudan du Sud, alors que toutes les tentatives diplomatiques ont jusqu'à présent échoué et plusieurs cessez-le-feu ont été brisés à peine conclus.